
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 3 (1975)

DOI:10.11588/fr.1975.0.48812

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

immer wieder, daß diese Trennungslinien in der Praxis nicht klar zu ziehen sind. Auf den größten Teil seiner Deputierten trifft de facto die Definition durch das Eintreten für eine Restauration Chambords zu; aber auch nach dieser Definition unterscheidet sich LOCKE in einer Reihe von Fällen von der bisherigen Historiographie. Mangels detaillierter Quellenbelege ist kaum zu überprüfen, wie er jeweils zu seiner Einordnung kommt³.

Es ist zu fragen, ob nicht gerade LOCKE's differenzierte Analysen der Inkonsistenz von Ideen und politischem Verhalten der Legitimisten zeigen, daß mit den dynastischen Begriffen »Orleanismus« und »Legitimismus« die politische Wirklichkeit Frankreichs in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts nicht mehr adäquat erfaßt werden kann. Um die Kriterien zu präzisieren, nach denen die politischen Tendenzen dieser Zeit sich formten, wäre allerdings eine genaue Untersuchung des Verhaltens aller politischen Kräfte erforderlich. LOCKE's Werk ist jedenfalls eine der bisher umfassendsten und gründlichsten Arbeiten zur französischen Sozialgeschichte in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts.

Rainer HUDEMANN, Trier

Oberrheinische Studien. Band II. Neue Forschungen zu Grundproblemen der badischen Geschichte im 19. und 20. Jahrhundert. Herausgegeben von Alfons SCHÄFER im Auftrag der Arbeitsgemeinschaft für geschichtliche Landeskunde am Oberrhein e. V. in Karlsruhe (Braun) 1973, 407 S.

A la différence du premier volume des »Etudes haut-rhénanes«, qui était consacré au Moyen-Age, c'est l'histoire contemporaine qui fait l'objet de ces treize articles fort substantiels. On pourrait dire que ce livre tient lieu d'une histoire politique du pays de Bade entre 1815 et 1950, avec quelques digressions du côté de l'histoire économique. Plutôt que d'en énumérer les titres et les auteurs, nous préférons dégager les principaux aspects d'une problématique qui revient assez souvent au fil de ces pages. On est frappé de constater en effet que ce pays, le *Musterländle* des Libéraux du XIXème siècle, fournit un modèle – non plus normatif, cela n'intéresse guère les historiens, mais expli-

³ S. 271 ff. gibt er eine Aufstellung dieser Abgeordneten. Auf zwei Details sei hingewiesen. LOCKE identifiziert (vgl. Register S. 315) zwei verschiedene Abgeordnete mit einander: Der Marquis Charles de Juigné (gemeint S. 26, 247) war Abgeordneter der Sarthe, der Comte Charles de Juigné – einer der reichsten bretonischen Grundbesitzer – vertrat die Loire-Inférieure (gemeint S. 254, 274). – Die drei Brüder Monjaret de Kerjégu werden mehrfach miteinander verwechselt (zu den Stellen vgl. das Register). Der Landwirt Louis Monjaret de Kerjégu, am ausführlichsten behandelt, gehörte der Nationalversammlung nicht an, sondern wurde erst 1876 im Finistère gewählt (nicht in den Côtes du Nord). Die Côtes du Nord vertrat der Admiral Jules-Marie Monjaret de Kerjégu, doch auch erst ab Februar 1875 (Senator 1876). Ihn wiederum verwechselt Locke mit seinem Bruder, dem Landwirt und Unternehmer François Monjaret de Kerjégu, Abgeordneter des Finistère seit 1871, Senator des Finistère 1876.

catif – de l'histoire socio-politique de l'Allemagne sur trois points essentiels: les succès et les limites du libéralisme bourgeois, les revendications populaires, l'équilibre entre patriotisme local et sentiment national.

Dès le premier article, où Reinhard RÜRUP étudie le processus d'émancipation des Juifs, on perçoit bien les timidités de la politique libérale. La première étape, qui a consisté à donner aux Juifs l'égalité civique, correspondait à l'idée d'«émancipation éducative» chère à la philosophie des Lumières: à chaque concession de l'Etat les bénéficiaires devaient répondre par un effort personnel d'assimilation. Dès que, dans les années vingt du XIX^{ème} siècle, il est question de marcher vers l'égalité politique, les politiciens les plus avancés se divisent (ainsi, dans le fameux tandem libéral, Welcker pousse au mouvement, mais Rotteck tempore), et il faudra attendre 1862 pour que les Juifs obtiennent le même statut que les autres citoyens; à cette occasion surgit un débat philosophique fort intéressant, qui tourne autour de la définition de cette communauté qu'on vise à détruire par l'assimilation: le critère religieux étant de plus en plus impropre, et le terme traditionnel de «nation juive» choquant les partisans de l'unité allemande, on commence à faire usage du terme «scientifique» de «race juive», sans aucune connotation péjorative. Mêmes incertitudes du Libéralisme sur le plan politique, notamment quand il se trouve au pouvoir: dans une remarquable analyse des événements de 1848/49, Manfred BOTZENHART nous montre les nouveaux gouvernants à la fois impuissants face à une bureaucratie qui leur refuse l'obéissance, et inquiets de la poussée populaire au point de maintenir en fonctions le *Landtag* élu avant la Révolution; et il conclut: «L'oeuvre de ces Diètes d'Allemagne du Sud, le rôle qu'elles ont joué dans la garantie de la continuité juridique et dans la protection de la propriété, conduisent à poser la question de savoir si les événements de 1848/49 méritent vraiment d'être appelés une révolution». Enfin, l'étude que Lothar GALL consacre au *Kulturkampf* badois démontre que vers la fin des années soixante les Libéraux doivent s'accommoder d'un gouvernement qui partage leurs objectifs philosophiques et patriotiques, mais qui adopte les procédés de Bismarck en politique intérieure. Et pour compléter ces analyses politiques, où la bourgeoisie reste nécessairement à l'état d'entité abstraite, Paul Hans STEMMERMANN vient dresser le portrait d'une famille tout à fait caractéristique, celle des Buhl: rien ne manque à cette histoire exemplaire, ni l'ascension de l'auberge au négoce puis à la grande industrie, ni les activités politiques à Karlsruhe, à Francfort en 48 et finalement à Berlin, ni bien sûr les catastrophes, de 1847 à l'inflation du XX^{ème} siècle, ni le passage de certains à la vie plus aristocratique de grand propriétaire, ni l'anoblissement final (un peu tard, il est vrai: 1917!). Le rapprochement de tous ces articles suggère que la bourgeoisie badoise n'a jamais été cette classe conquérante et sûre d'elle que décrivent certains théoriciens. A-t-elle même fourni tous les auteurs de la révolution industrielle? Rien n'est moins évident, si l'on en juge par l'exemple de la région de Karlsruhe, analysé par Hans Georg ZIER: dans la transformation de cette capitale politique en centre industriel, les initiatives sont venues principalement de banquiers de la Cour, de nobles et de hauts fonctionnaires, appuyés sur des techniciens étrangers. Ainsi, après l'ouvrage fondamental de W. FISCHER sur «L'Etat et les débuts de l'industrialisation au

pays de Bade», ce recueil vient-il apporter des nuances supplémentaires au portrait d'une bourgeoisie vers laquelle, à plusieurs reprises, se sont tournés les regards de toute l'Allemagne.

S'agissant des classes populaires et de leurs expressions politiques, le bilan est peut-être moins abondant, mais tout aussi intéressant. La classe ouvrière n'y apparaît guère; on voit surtout s'agiter les paysans et plus encore les artisans et détaillants de la ville et de la campagne, dont W. FISCHER avait déjà décrit la situation de sous-emploi permanent, et dont les revendications sous-tendent la vie politique à toutes les époques. Dans les années quarante du XIX^{ème} siècle, les luttes de classes à la campagne se tournent en antisémitisme populaire, malgré les interventions des députés radicaux en faveur de l'émancipation des Juifs (RÜRUP). En 48, et plus encore au printemps 49, c'est dans ce même milieu que se recrutent les »Associations populaires«, singulièrement modérées dans leur programme et leur action, désireuses de prendre le pouvoir légalement, mais contraintes à l'insurrection par la raideur des Libéraux (BOTZENHART). Dans les années dramatiques du *Kulturkampf*, l'opposition du peuple des campagnes à la législation scolaire et ecclésiastique ne repose pas seulement sur la fidélité à l'Eglise catholique, mais sur tout un complexe de rancœur contre les bourgeois des villes, »ceux de Karlsruhe«, contre la liberté économique qui menace les petites industries de la Forêt-Noire, contre le service militaire à la prussienne: les curés, contrairement à ce que croient ou feignent de croire leurs adversaires, ne sont pas des agitateurs, mais plutôt des porteparole; et c'est pourquoi le »Parti populaire catholique«, fondé en 1868, mérite pleinement ses deux épithètes, parti confessionnel qui suit l'Eglise en matière ecclésiastique et culturelle, parti antibourgeois qui se donne un programme économique complet; ce n'est qu'après la fin des luttes religieuses qu'on découvrira la difficulté de tenir à la fois les deux bouts de la chaîne (L. GALL). Est-ce à cet encadrement des masses par un parti catholique, ou bien à la puissance de la social-démocratie (non étudiée malheureusement dans ce recueil) qu'est dûe l'extraordinaire modération du peuple badois en novembre 1918? Toujours est-il, non seulement que les nouveaux détenteurs du pouvoir font le maximum pour assurer la continuité avec l'Ancien Régime, mais qu'aux élections de janvier 1919 le Parti socialiste indépendant ne recueille que 1,5% des suffrages (Gerhard KALLER). Singulière évolution, qui a fait de l'ancien foyer révolutionnaire un des Länder les plus paisibles...

Enfin, un certain nombre de ces articles posent les problèmes de la solidité interne de l'Etat badois et de ses rapports avec la Prusse, puis avec le *Reich*. Karl Siegfried BADER recherche les motifs qui ont poussé le Grand-Duc à donner en 1818 une constitution à ses sujets, et il en découvre deux principaux: le désir de fondre en un Etat homogène des provinces encore assez hétéroclites, et l'espoir de consolider, avec l'aide d'une opinion publique encore à créer, une dynastie menacée par des difficultés de succession. Et de fait, bientôt le petit pays conquiert son identité aux yeux de tous et de son peuple – pour la perdre en 1849, lorsque les troupes prussiennes viennent sur son sol écraser les derniers révolutionnaires, et encore en 1866 après que ses dirigeants libéraux se seront maladroitement alliés à l'Autriche. Après ces deux drames, on comprend la

virulence du sentiment antiprussien en milieu populaire, contrastant avec le ralliement des classes dominantes à la solution bismarckienne. Ce qui semble toutefois réconcilier toutes les tendances, c'est la crainte de l'invasion française, et partant, dans l'été 1870, la volonté d'écarter ce danger en annexant l'Alsace et la Lorraine: dans un article qui prend le contre-pied des thèses de W. LIPGENS, Josef BECKER énumère toute une série de programmes annexionnistes, officiels ou privés, en tout cas antérieurs aux premières initiatives de Bismarck en la matière, de sorte qu'on en revient à la vision traditionnelle selon laquelle le Chancelier aurait, non pas fabriqué l'opinion comme le soutient LIPGENS, mais suivi, puis exploité un courant spontané. Le gouvernement badois se garde bien d'ailleurs de réclamer une part quelconque des provinces annexées, craignant qu'un partage ne vienne bouleverser l'équilibre délicat de l'Allemagne du Sud, et il approuve très vite la formule du *Reichsland*. Quant à la disparition du pays de Bade au XX^{ème} siècle, sa »mise au pas«, elle fournit encore un cas exemplaire de toute l'histoire allemande: Horst REHBERGER n'a pas de peine à démontrer qu'il faut la faire remonter, non aux nazis, mais au gouvernement de von Papen, qui dès l'été 1932 prive les gouvernements locaux d'une grande partie de leurs pouvoirs de police, et donc de leurs capacités de résistance à l'extrême-droite. Après l'arrivée d'Hitler à la Chancellerie du Reich, on suit pas à pas le combat des *Länder* pour leur survivance, combat perdu d'avance car leur adversaire dispose, non seulement du ministère de l'Intérieur du Reich, mais en même temps de la maîtrise de la rue en Bade-même: la fameuse tactique dualiste – agitation à la base et répression au sommet – trouve ici un point d'application parfait. Il est regrettable que la résurrection du *Land* après la deuxième guerre mondiale ne soit analysée par Günther HASELIER que sous un angle purement administratif et territorial, sans référence à ces cent cinquante années de traditions politiques diverses: faut-il croire qu'en 1945–46 la conscience historique avait à ce point disparu que les autorités, étrangères ou allemandes, pouvaient remodeler le territoire et même fusionner des Badois avec des Wurtembergeois, sans susciter ni réminiscences, ni réticences?

Il faudrait dire en outre l'intérêt, surtout anecdotique, de l'article consacré par Erich HOCK aux voyageurs russes qui ont séjourné dans le pays de Bade; l'honnêteté et la sévérité des remarques de Klaus SCHOLDER sur l'attitude des Eglises, principalement de l'Eglise catholique, aux débuts de l'ère nazie. C'est tout le recueil qui apporte la preuve que l'histoire locale n'est pas une histoire limitée, si elle découvre sous sa loupe les points d'application des grandes forces nationales.

Pierre AYÇOBERRY, Paris